

Entre mythes et réalités : les constats

La littérature scientifique s'enrichit chaque jour d'articles qui permettent de mieux comprendre les différentes crises dans lesquelles les sociétés contemporaines s'enfoncent. Les constats ainsi relevés, parfois peu connus du grand public, démentent régulièrement des idées toutes faites, des mythes répandus dans la société ainsi que dans les mondes politique et économique. Certains de ces constats font quasiment l'unanimité dans les milieux scientifiques tandis que d'autres sont débattus, parfois vivement. Comme ailleurs, les idéologies s'affrontent aussi au travers de débats scientifiques et singulièrement ceux qui portent sur l'économie. Les constats, même s'ils peuvent être peu réjouissants (dans la perspective de la poursuite de la croissance économique), même s'ils ne sont pas encore toujours complètement assurés, doivent être pris en compte comme des possibles et, dès lors, faire l'objet de recherches et être enseignés.

Quelques thèmes traversant les enjeux environnementaux et sociaux sont énumérés ci-dessous. Pour une analyse plus détaillée de certains aspects, on pourra se référer à la thèse de Pierre Serkine et au mémoire de Olivier Vermeulen tous deux publiés sur le [site du Parlement wallon](#).

- Les gravissimes problèmes environnementaux, dont les aspects emblématiques sont le réchauffement climatique et la perte de biodiversité, sont considérés comme avérés dans les milieux scientifiques correspondants. Ils devraient, entre autres choses, conduire l'humanité à abandonner rapidement les combustibles fossiles dans le sous-sol.
- L'épuisement des combustibles fossiles (85 % des ressources énergétiques mondiales) est avéré même si les combustibles non-conventionnels permettront peut-être de maintenir le niveau de production actuel pendant quelques décennies. Mais déjà aujourd'hui, la lutte pour l'appropriation des ressources naturelles et des combustibles fossiles est acharnée.
- Les énergies nucléaires posent des problèmes tellement complexes qu'il est raisonnable de ne pas les considérer comme une ressource assurée.
- Les énergies renouvelables, malgré le développement important qu'elles connaissent aujourd'hui, ne seront pas à même dans un horizon prévisible de se substituer aux quantités de combustibles fossiles consommées actuellement. Cette affirmation est cependant contestée par des industries des renouvelables et des ONG environnementales.
- Le constat du couplage fort entre économie et énergie est bien argumenté ^{1,2,3}. Ce couplage a pour conséquence qu'à une diminution des ressources énergétiques correspond une décroissance de l'économie. Autrement dit, moins d'énergie correspond à moins de PIB, c'est à dire à une diminution de la production, de la consommation et (surtout ?) des revenus. Ce constat est vivement discuté et la controverse, déjà ancienne, oppose souvent les scientifiques des sciences physiques (et apparentées) aux économistes néoclassiques.
- L'effet rebond rendent inopérantes les stratégies de promotion de l'efficacité énergétique pour assurer la diminution de la consommation d'énergie ⁴. Ainsi, les énormes progrès d'efficacité réalisés dans le passé n'ont jamais contribué à faire diminuer la consommation globale d'énergie. De plus, par comparaison avec toutes celles qui ont été réalisées depuis 1900, les améliorations encore possibles dans le futur apparaissent plutôt modestes ⁵.
- Ni la dématérialisation de l'économie ni la transition vers une économie de services n'ont induit une diminution de la consommation globale d'énergie, contrairement à une opinion répandue. Les effets positifs généralement attendus de ces deux stratégies sont démentis par une analyse des données macroéconomiques ^{6,7}. Ici non plus, ces constats ne sont pas

1 Une approche microéconomique ne procure qu'une vision fragmentaire de l'économie. Seule une approche macroéconomique globale permet de mettre clairement ce couplage en évidence.

2 « [The material footprint of nations](#) », Wiedman et al., PNAS 2013.

3 « [Le rêve de croissance économique confronté à la réalité des limites physiques et technologiques de l'énergie](#) », Jeanmart et Possoz, 1er Congrès interdisciplinaire du Développement Durable, Namur 2013.

4 « [Energy Emergence – Rebound & Backfire – A Review of the literature](#) », Jenkins, Nordhaus & Shellenberger, Breakthrough Institute 2011.

5 L'efficacité énergétique dans les grands secteurs consommateurs d'énergie (sidérurgie, cimenterie, etc.) approche son maximum théorique.

unanimement partagés, en particulier par les microéconomistes. Ils mériteraient d'être consolidés.

- C'est l'organisation institutionnelle des sociétés contemporaines qui représente le plus grand obstacle à l'avènement d'une civilisation compatible avec les limites de la biosphère. L'organisation actuelle ne peut en effet se maintenir sans croissance économique. D'autres organisations sociétales, d'autres organisations institutionnelles devraient donc être proposées. L'opinion courante est que ce sont les comportements individuels qui devraient être revus. Il y a pourtant là une contradiction car à un comportement moins consommateur de la part des citoyens s'oppose la volonté des pouvoirs publics de relancer la consommation afin d'assurer la croissance et l'emploi. Plutôt que sur les seuls comportements individuels, c'est sur l'organisation des institutions qu'il y a lieu de se pencher ^{8,9}.

Louis Possoz, ingénieur civil
Olivier Vermeulen, ingénieur civil
Olivier Parks, économiste
Pierre Courbe, ingénieur civil

6 « *Energy consumption in service industries: Challenging the myth of non-materiality* », Fourcroy, Gallouj & Decellas, *Ecological Economics* 81 (2012) 155–164 .

7 « [*ICT and e-business in the pulp, paper and paper products industry*](#) », e-business watch Sector, Report N° 3, European Union 2006.

8 « *De bonnes institutions suppléent l'absence de vertu, qui est la chose au monde la mieux partagée.* » (Guy Haarscher).

9 Voir aussi l'analyse de Jörg Friedrichs, « *Global energy crunch: How different parts of the world would react to a peak oil scenario* », *Energy Policy* (2010), doi:10.1016/j.enpol.2010.04.011